

PRESIDENTIELLES 2027

FRANCE EQUILIBRE 2032

Trois programmes budgétaires comparés, chiffrés et audités

SCENARIO 1

0 % de déficit en 2032

SCENARIO 2

+10 % du PIB d'excédent annuel

SCENARIO 3

Dettes à 100 % du PIB fin 2032

Sommaire

1. Verdict exécutif
2. Cadre, méthode et conventions
3. Diagnostic de départ
4. Socle commun de réformes
5. Plan stratégique R&D et innovation
6. IA et transformation de l'Etat
7. Scénario 1 - Equilibre en 2032
8. Scénario 2 - Excédent annuel de +10 % du PIB
9. Scénario 3 - Dette à 100 % du PIB fin 2032
10. Stress tests et classement des réformes
11. Comparaison finale et réponses
12. Audits comptables
13. Sources principales

Verdict exécutif

SCENARIO 1. L'équilibre en 2032 est atteignable, mais pas par des rabots uniformes. Il exige environ **5,2 points de PIB d'amélioration du solde** par rapport à 2026, soit un effort 2032 équivalent à **194 Md€** aux prix courants du scénario. Le programme central combine 160 Md€ d'économies brutes, 33 Md€ de recettes, 41 Md€ d'effets macroéconomiques et 33 Md€ d'investissements nouveaux. La dette demeure élevée, à **108,5 % du PIB**, car les déficits 2027-2031 continuent d'ajouter environ 403 Md€ à l'encours.

SCENARIO 2. La cible signifie bien **un excédent public annuel égal à 10 % du PIB en 2032**, soit environ **345 Md€ cette seule année**, et non une amélioration cumulée de dix points. Elle est mathématiquement constructible, mais le programme central impose un ajustement de **15,2 points de PIB** en six ans. Même avec 330 Md€ d'économies brutes et 235 Md€ de recettes, il provoquerait vraisemblablement une récession de transition, une hausse forte du chômage, une baisse de certains services publics et des stratégies massives d'évitement. Un plafond soutenable se situe plutôt autour de **+2 à +3 % du PIB** en haut de cycle.

SCENARIO 3. La dette peut être ramenée à **100,0 % du PIB fin 2032** avec un excédent 2032 d'environ **1,6 % du PIB**, sous la trajectoire retenue. Le mécanisme est moins spectaculaire qu'il n'y paraît: la dette nominale augmente encore légèrement entre 2026 et 2032, mais le PIB nominal progresse d'environ 21 %. La cible exige néanmoins un ajustement de **6,8 points de PIB**, une réforme des retraites, de la santé, de l'Etat et des collectivités, et une discipline sans interruption.

Recommandation. Retenir le scénario 1 comme plancher juridiquement opposable, mais y ajouter la règle patrimoniale du scénario 3: tout excédent au-delà d'une réserve conjoncturelle est affecté au désendettement. Cible recommandée: équilibre en 2032, dette proche de 105-108 %, puis excédent structurel de 1 à 2 % jusqu'à passage sous 100 % vers 2034-2036. Cette combinaison réduit le risque de casser l'investissement et l'emploi pour satisfaire une date arbitraire.

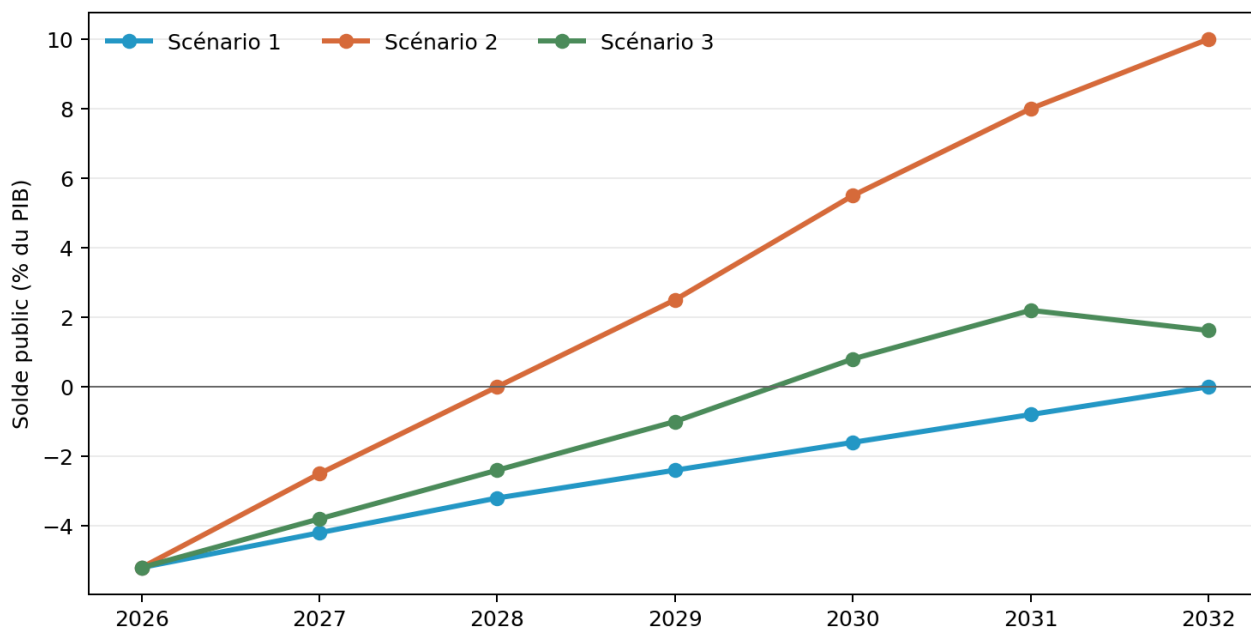


Figure 1: Trajectoires de solde

1. Cadre, méthode et conventions

1.1 Nature des chiffres

- **FAIT:** donnée observée et publiée par une source institutionnelle.
- **HYPOTHESE:** variable exogène nécessaire au modèle, notamment inflation, croissance et élasticité des recettes.
- **ESTIMATION:** résultat du modèle comptable présenté ici. Ce n'est pas une prévision officielle.
- **PROPOSITION:** décision de politique économique, susceptible d'arbitrage démocratique.

Le point de départ observé est 2025. Pour 2026, le rapport retient un socle de travail de **3 085 Md€ de PIB, 5,2 % de déficit, 74 Md€ d'intérêts et 118,6 % de dette**. Il s'agit d'une hypothèse prudente située entre la Banque de France, la Commission européenne et la Cour des comptes. Les trajectoires 2027-2032 partagent la même identité comptable; leurs différences de croissance découlent des rythmes d'ajustement et des réformes d'offre.

1.2 Equations utilisées

Le solde total est défini par:

solde total = solde primaire - charge d'intérêts

La dette nominale évolue selon:

Dette(t) = Dette(t-1) - Solde(t) + ajustements stock-flux(t)

Les ajustements stock-flux sont fixés à zéro de 2027 à 2032 dans le modèle central. Toute cession d'actifs est exclue. La dynamique approchée du ratio de dette est:

Delta dette/PIB ≈ déficit/PIB - croissance nominale × dette/PIB

Cette convention explique pourquoi le scénario 3 peut atteindre 100 % sans rembourser 18 points de PIB de dette en numéraire: une grande part de la baisse du ratio vient du dénominateur. Cela n'efface aucune dette.

1.3 Limites

Les multiplicateurs budgétaires varient selon la conjoncture, la composition de l'effort et la réaction monétaire. Les rendements 2032 sont donc des ordres de grandeur centraux, avec une marge d'incertitude courante de +/-20 % pour les réformes administratives et de +/-30 % pour les effets macroéconomiques. Aucun gain d'IA n'est compté avant déploiement, suppression effective d'une tâche et réduction vérifiée du coût complet.

2. Diagnostic de départ

2.1 Comptes publics et économie réelle

Indicateur	Valeur récente	Statut et source
PIB nominal	2 995 Md€ en 2025; croissance réelle +0,9 % et prix du PIB +1,1 %	FAIT - INSEE 2026
Recettes publiques	1 561,6 Md€; 52,1 % du PIB	FAIT - INSEE 2026
Prélèvements obligatoires	43,6 % du PIB en 2025	FAIT - INSEE 2026
Dépenses publiques	1 714,1 Md€; 57,2 % du PIB	FAIT - INSEE 2026
Déficit public	152,5 Md€; 5,1 % du PIB en 2025	FAIT - INSEE 2026
Dette publique	3 460,5 Md€; 115,6 % du PIB fin 2025	FAIT - INSEE 2026
Charge d'intérêts	64,7 Md€; 2,2 % du PIB en 2025	FAIT - INSEE 2026
Retraites	422 Md€; 14,1 % du PIB; déficit 5,1 Md€	FAIT - COR, juin 2026
Santé	Dépense courante 11,4 % du PIB en 2024; CSBM 255 Md€	FAIT - DREES 2025
Protection sociale	982,2 Md€; 33,6 % du PIB en 2024	FAIT - DREES 2025
Collectivités / APUL	333,5 Md€ de dépenses en 2025; déficit 15,6 Md€	FAIT - DGCL/INSEE 2026
Masse salariale publique	370 Md€ cotisations employeurs incluses en 2025	FAIT - INSEE; 247,6 Md€ hors cotisations
Investissement public	131,6 Md€ en 2025	FAIT - INSEE 2026
Chômage	7,7 % en moyenne 2025; 8,1 % au T1 2026	FAIT - INSEE; Banque de France
Taux d'emploi 15-64 ans	69,3 % en 2025	FAIT - INSEE 2026
Durée de travail	1 661 heures annuelles pour un salarié à temps plein en 2024	FAIT - INSEE 2025
Commerce extérieur de biens	-69,2 Md€ en 2025	FAIT - Douanes 2026
R&D	64,1 Md€; 2,18 % du PIB en 2024	FAIT - MESRE-SIES, juillet 2026

2.2 Pourquoi le déficit persiste

1. **Le déficit est structurel.** En 2025, malgré des prélèvements élevés et des mesures fiscales exceptionnelles, la France reste à 5,1 % de déficit. La Commission prévoit 5,7 % en 2027 à politique inchangée, car certaines recettes temporaires expirent et les intérêts augmentent.

2. **La dépense sociale domine.** Retraites et santé représentent environ 761 Md€ en 2024-2025 selon des périmètres distincts. Le pilotage ne peut pas se limiter aux ministères.
3. **La dette renchérit le futur.** La Cour des comptes estime que les intérêts pourraient dépasser 100 Md€ en 2029. Chaque point de taux supplémentaire se diffuse progressivement lors du refinancement.
4. **Le taux d'emploi reste inférieur aux meilleurs européens.** Le problème français tient moins à la durée d'un temps plein qu'au nombre de personnes en emploi, notamment chez les seniors, et au poids du temps partiel subi.
5. **La productivité a ralenti.** Le COR retient seulement 0,7 % de croissance annuelle de productivité horaire à long terme. L'IA peut améliorer ce résultat, mais aucun gain automatique ne doit être inscrit au budget.
6. **Les dispositifs sont fragmentés.** La Cour recense 474 dépenses fiscales, estimées à 91,83 Md€ en 2025 selon la convention budgétaire, avec une qualité de chiffrage souvent insuffisante. Les aides aux entreprises varient de 88 à plus de 200 Md€ selon le périmètre; cette divergence interdit les slogans et impose un registre consolidé.
7. **L'investissement n'est pas assez productif ni assez évalué.** La France consacre 2,18 % du PIB à la R&D, loin de l'objectif de 3 % et des pays de tête. En parallèle, la dispersion des guichets dilue la responsabilité.

2.3 Prévisions sans programme

La Banque de France prévoit 0,5 % de croissance en 2026, 0,9 % en 2027 et 1,2 % en 2028, avec une dette proche de 122 % du PIB en 2028. La Commission, sur des hypothèses légèrement différentes, prévoit 0,8 % en 2026, 1,1 % en 2027 et une dette de 120,2 % dès 2027. Le Conseil de l'UE demande à la France de sortir de la procédure de déficit excessif en 2029. Le statu quo n'est donc pas une quatrième option stable.

3. Socle commun de réformes

3.1 Les dix réformes structurelles

1. **Retraites et emploi des seniors.** Relèvement progressif de l'âge, modulation de l'indexation selon le niveau de pension, prévention de l'usure professionnelle, obligation de négocier l'emploi des 55-64 ans et bonus-malus sur les sorties précoces.
2. **Santé organisée par parcours.** Paiement combinant capitation, qualité et activité; chirurgie ambulatoire; achats hospitaliers nationaux; prescription pertinente; dossier interopérable; lutte contre les fraudes; prévention évaluée.
3. **Etat recentré.** Revue mission par mission, extinction d'opérateurs, mutualisation des fonctions support, mobilité obligatoire avant recrutement externe et gestion des effectifs par métiers, pas par pourcentage uniforme.
4. **Collectivités à compétences lisibles.** Fin des financements croisés ordinaires, contrats pluriannuels de dépenses, fusion d'organismes satellites et choix explicite de l'échelon chef de file.
5. **Aides aux entreprises sous preuve.** Registre unique, objectif mesurable, durée maximale de cinq ans, remboursement en cas de non-respect, priorité aux externalités, à la souveraineté et à l'innovation.
6. **Niches fiscales évaluées.** Suppression ou plafonnement des dispositifs sans effet démontré, avec estimation comportementale du rendement net.
7. **Protection sociale simplifiée.** Base ressources commune, versement automatique, réduction des effets de seuil, accompagnement intensif et sanctions proportionnées.
8. **Logement et foncier.** Densification autour des transports, fiscalité moins pénalisante pour la mobilité, révision de la gouvernance HLM, aides ciblées sur l'offre et les ménages modestes.
9. **Choc productif.** Garde d'enfants, apprentissage recentré, formation pilotée par l'emploi, immigration qualifiée, simplification des autorisations, énergie compétitive, capital patient et marché unique européen.
10. **R&D à 3 % du PIB.** Appels à projets à jalons, cofinancement privé, commande publique, concentration sur technologies critiques et arrêt des programmes sans résultats.

3.2 Budgets à réduire, stabiliser, réorganiser ou augmenter

Catégorie	Budgets / fonctions	Décision
REDUIRE	Aides sans externalité, niches inefficaces, doublons, immobilier administratif, achats non mutualisés	Baisse nominale ou extinction programmée
STABILISER	Fonctions support, communication, opérateurs non prioritaires, subventions de guichet	Plafond en euros courants pendant 2 à 3 ans
REORGANISER	Santé, retraites, emploi, formation, logement, collectivités, fonctions administratives	Maintenir le service utile avec un coût unitaire plus faible
AUGMENTER	Défense, justice, sécurité, primaire, supérieur, recherche, infrastructures, énergie, cyber	Hausse ciblée, financée dans chaque scénario et évaluée

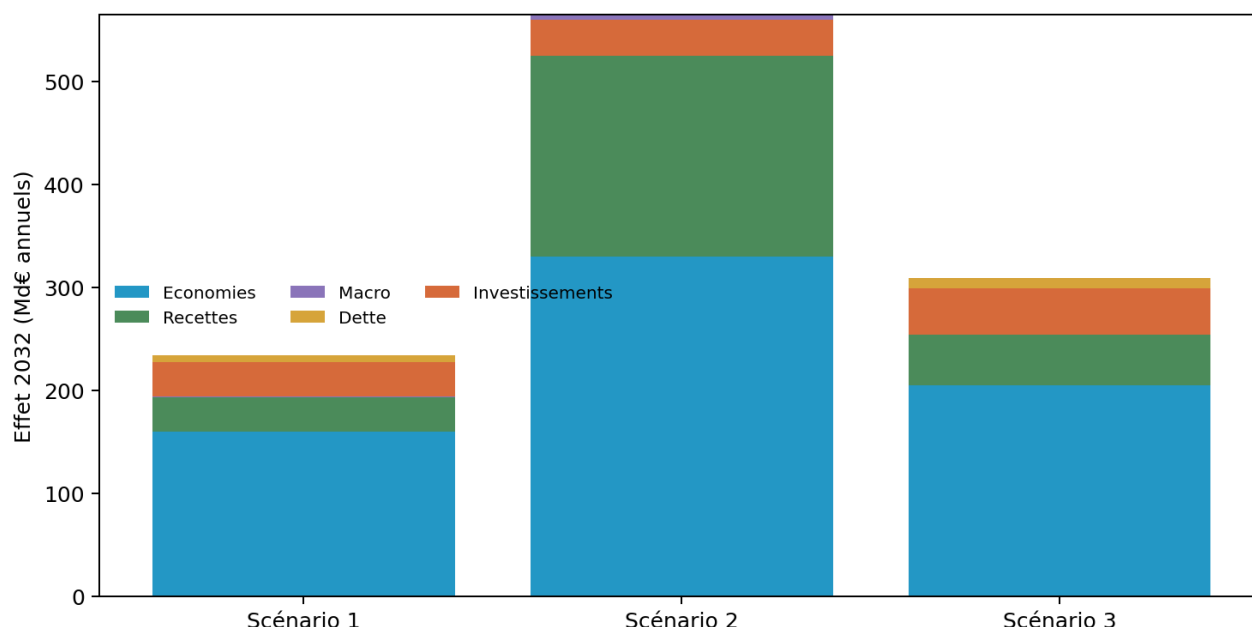


Figure 2: Ajustement 2032

4. Plan stratégique R&D et innovation

La cible optimale est **3,0 % du PIB en 2032**, soit environ 112 Md€ dans les scénarios 1 et 3. En 2024, la France est à 2,18 %. Les ordres de grandeur internationaux récents placent Israël et la Corée du Sud autour de 5 % ou davantage, les Etats-Unis autour de 3,5 %, le Japon autour de 3,4 %, l'Allemagne autour de 3,1 %, la Chine autour de 2,6 % et la moyenne OCDE autour de 2,7 %. Les millésimes diffèrent selon les pays; la comparaison sert de direction, pas de classement au centième.

Le budget public additionnel proposé atteint **22 Md€ annuels en 2032** dans le scénario 3, **18 Md€** dans le scénario 1 et **12 Md€** dans le scénario 2. Il doit entraîner au moins 15 à 25 Md€ de dépense privée additionnelle. Les enveloppes ci-dessous correspondent au scénario 3 et sont incluses dans les nouvelles dépenses.

Domaine	Point de départ	Public additionnel 2032, Md€	Objectif	Indicateurs	Condition d'arrêt
IA et données	1,1 Md€ programmés 2023-2025 pour la phase 2 SNIA, exécution partielle	4.5	Calcul mutualisé, modèles/agents, IA industrielle, données souveraines	Capacité calcul ouverte; diffusion PME; brevets; achats publics	Stop si usage industriel et cofinancement insuffisants à 3 ans
Robotique	Données dispersées, pas de budget consolidé	2.5	Robotique industrielle, logistique, agriculture, santé, défense	Installations robots/10 000 salariés; production UE	Réallouer si aucun démonstrateur industrialisé
Semi-conducteurs	France 2030 et IPCEI, montants pluriannuels non assimilables à une dépense annuelle	3.0	Conception, équipements, photonique, packaging avancé	Capacité européenne; contrats clients; rendement industriel	Pas de subvention sans engagements de capacité
Quantique	Plans nationaux pluriannuels	1.5	Capteurs, communications, calcul hybride	Prototypes, contrats, souveraineté composants	Revue scientifique indépendante tous les 24 mois
Energie et stockage	Investissements publics et régulés fragmentés	4.0	Nucléaire, réseaux, stockage, batteries, chaleur bas carbone	MW raccordés; délais réseau; coût système; CO2 évité	Arrêt des technologies sans trajectoire coût/délai

Domaine	Point de départ	Public additionnel 2032, Md€	Objectif	Indicateurs	Condition d'arrêt
Biotechnologies	France 2030 et crédits santé/recherche	2.0	Bioproduction, génomique, thérapies, agriculture	Essais, capacités GMP, production en France	Jalons cliniques et industriels obligatoires
Spatial	Budgets CNES/ESA et défense	1.5	Lanceurs, observation, communications, résilience orbitale	Coût par service; commandes; disponibilité	Privilégier service acheté à la subvention permanente
Défense, cyber et drones	LPM 2024-2030	3.0	Drones, guerre électronique, cyber, IA, stocks et capacité industrielle	Délais de production; stocks; export; autonomie	Contrats à prix/délais avec partage de risque

Le financement provient du recentrage des aides et niches existantes, d'obligations de co-investissement, de la commande publique et de programmes européens. Aucun véhicule hors bilan n'est utilisé. Les prises de participation sont comptées comme opérations patrimoniales et non comme économies budgétaires.

5. IA et transformation de l'Etat

La Cour des comptes juge la transformation de l'administration par l'IA encore décevante et rappelle que la phase 2023-2025 de la stratégie nationale IA, programmée à 1,1 Md€, n'était consommée qu'à 35 % à mi-2025. Il serait donc imprudent de budgéter des dizaines de milliards d'économies immédiates.

Niveau de preuve	Gisement 2032	Ce qui est compté	Conditions
Démontrable	2 à 4 Md€/an	OCR, tri documentaire, détection d'anomalies, achats, centres de contact, réduction de prestations externes	Mesure avant/après; contrôle humain; suppression effective du coût
Plausible	8 à 15 Md€/an	Agents IA sur fiscalité, prestations, santé administrative, justice non juridictionnelle et fonctions support	Interopérabilité; données de qualité; redéploiement d'effectifs; cybersécurité
Théorique	25 à 40 Md€/an	Automatisation transversale à grande échelle	Non budgété: dépend de réformes juridiques, sociales et organisationnelles

Les risques sont la fuite de données, le biais, l'erreur automatisée, l'opacité de la décision, la dépendance fournisseur et l'empilement d'un outil sur une procédure inutile. La séquence correcte est: supprimer la procédure, standardiser la donnée, automatiser, puis réduire ou redéployer les moyens.

6. Scénario 1 - Equilibre en 2032

6.1 Logique et ajustement

La cible est réaliste à condition de voter l'essentiel en 2027, de protéger l'investissement et de ne pas différer les réformes sociales. L'amélioration requise est de **5,2 points de PIB** par rapport au déficit 2026. En euros 2032, le paquet net vaut **194 Md€**; en euros constants 2026, environ **171 Md€**.

Composante 2032	Md€	Points de PIB 2032
Economies structurelles brutes	+160	+4,27
Recettes nettes	+33	+0,88
Effet macroéconomique net	+41	+1,09
Effet charge de dette	-7	-0,19
Nouveaux investissements	-33	-0,88
Total net	+194	+5,18

6.2 Trajectoire centrale 2027-2032

Indicateur	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PIB nominal, Md€	3 169	3 261	3 365	3 482	3 610	3 745
Croissance réelle, %	0,80	1,10	1,35	1,55	1,65	1,70
Inflation, %	1,9	1,8	1,8	1,9	2,0	2,0
Croissance nominale, %	2,72	2,92	3,17	3,48	3,68	3,73
Dépenses, Md€	1 797	1 823	1 861	1 901	1 942	1 985
Dépenses, % PIB	56,7	55,9	55,3	54,6	53,8	53,0
Recettes, Md€	1 664	1 719	1 780	1 845	1 913	1 985
Recettes, % PIB	52,5	52,7	52,9	53,0	53,0	53,0
Solde, Md€	-133	-104	-81	-56	-29	+0
Solde, % PIB	-4,20	-3,20	-2,40	-1,60	-0,80	+0,00
Solde primaire, % PIB	-1,70	-0,50	+0,40	+1,30	+2,10	+2,80
Intérêts, Md€	79	88	94	101	105	105
Dette, Md€	3 793	3 897	3 978	4 034	4 063	4 063
Dette, % PIB	119,7	119,5	118,2	115,9	112,5	108,5
Emploi total, millions	31,10	31,20	31,35	31,55	31,80	32,05
Investissement public, % PIB	4,35	4,40	4,45	4,50	4,50	4,50
Investissement public, Md€	138	143	150	157	162	169
R&D totale, % PIB	2,30	2,40	2,55	2,70	2,85	3,00
R&D totale, Md€	73	78	86	94	103	112

6.3 Variantes conjoncturelles

Variante	Croissance 2032	Solde 2032	Dette 2032	Chômage 2032	Lecture
Prudente	0,9 %	-0,9 %	114 %	8,4 %	Mesures correctrices de 0,9 pt requises
Centrale	1,7 %	0,0 %	108,5 %	6,7 %	Cible atteinte
Favorable	2,1 %	+0,6 %	104,5 %	6,1 %	Marge de sécurité

6.4 Chiffrage annuel des réformes

Les montants sont des effets annuels récurrents par rapport à 2026, non des économies additionnées d'une année sur l'autre.

Mesure / effet	Nature	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Retraites: âge 65 ans, seniors, indexation ciblée	Dépense	+4	+10	+18	+26	+32	+36

Mesure / effet	Nature	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Santé: pertinence, ambulatoire, achats, prévention	Dépense	+2	+6	+12	+18	+23	+28
Etat et fonction publique: attrition ciblée, supports	Dépense	+2	+6	+11	+16	+21	+25
Collectivités: contrats, mutualisations, financements croisés	Dépense	+1	+4	+8	+12	+16	+19
Aides entreprises: extinction des rentes et effets d'aubaine	Dépense	+3	+7	+11	+15	+18	+20
Prestations, logement, chômage et formation	Dépense	+1	+4	+7	+10	+12	+14
Achats, fraude, SI et IA de l'Etat	Dépense	+1	+3	+5	+7	+9	+10
Agences, immobilier et dispositifs obsolètes	Dépense	+2	+2	+2	+1	+4	+8
Niches fiscales après évaluation	Recette	+3	+6	+10	+13	+16	+18
Fiscalité foncière et environnementale compensée	Recette	+1	+3	+4	+6	+7	+8
Conformité fiscale et recouvrement	Recette	+2	+3	+4	+5	+6	+7
R&D, défense, éducation, énergie, infrastructures	Investissement	-8	-14	-20	-26	-30	-33
Effet macroéconomique net des réformes	Macro	+0	+4	+12	+24	+34	+41
Charge d'intérêts: variation défavorable en ratio	Dettes	+0	-1	-2	-4	-6	-7

6.5 Plan d'action décision-exécution

Séquence	Action	Instrument	Responsable	Préalable / risque	Indicateur
100 jours	LPFP 2027-2032 avec plafonds par sous-secteur et réserve de sécurité	Loi organique / LPFP	Premier ministre, Bercy	Trajectoire votée; comité budgétaire indépendant	Ecart au plafond de dépense nette
100 jours	Loi retraites: âge 65 ans en 2031, pénibilité individualisée, bonus emploi seniors	Loi + accord social	Travail, CNAV, partenaires sociaux	Compte pénibilité fiabilisé; index seniors	Âge effectif et emploi 60-64 ans
100 jours	Moratoire sur toute nouvelle niche ou agence sans clause d'extinction	LFI + circulaire PM	Budget, SGG	Inventaire exhaustif et coût contrefactuel	Nombre et coût des dispositifs
2027-2028	Contrats de pertinence des soins et achats hospitaliers mutualisés	LFSS + conventions	Santé, CNAM, ARS	Données interopérables; accompagnement médical	Actes évitables, coût par parcours
2027-2029	Réingénierie des 100 procédures les plus coûteuses avec IA supervisée	Décrets + marchés	DINUM, ministères	Socle de données, RGPD, cybersécurité	Coût unitaire, délai, taux d'erreur

Séquence	Action	Instrument	Responsable	Préalable / risque	Indicateur
2027-2030	Contrats territoriaux: fonctionnement inférieur à PIB potentiel + inflation	Loi + contrats	Intérieur, DGCL, collectivités	Compensation des transferts de compétences	Dépense réelle par habitant
2028-2030	Extinction ou recentrage des aides sans externalité démontrée	LFI + règlement UE	Bercy, régions, Bpifrance	Registre unique des aides	Aide par emploi additionnel
2028-2032	Montée de la R&D à 3 % du PIB et financement par appels à jalons	LFI + contrats	Recherche, Industrie, Défense	Co-investissement privé; clauses d'arrêt	Brevets, scale-ups, industrialisation

Mesures irréversibles: relèvement de l'âge une fois appliqué aux générations, fusion d'organismes, extinction de droits nouveaux. **Mesures réversibles:** indexation différenciée, crédits R&D par appels, plafonds de certaines aides. **100 premiers jours:** LPFP, loi retraites, moratoire niches/agences, registre des aides, cadrage santé et lancement de la revue des procédures.

6.6 Croissance, gagnants, perdants et risques

- **Croissance:** +1,7 % en 2032 grâce au taux d'emploi, à l'investissement, à l'énergie et à la diffusion technologique. Aucun dividende d'IA supérieur à 0,2 point de croissance annuelle n'est incorporé.
- **Gagnants:** actifs modestes si les effets de seuil baissent, jeunes entrants, entreprises innovantes, justice, défense, recherche, territoires industriels.
- **Perdants:** retraités aisés affectés par l'indexation, bénéficiaires de niches, opérateurs supprimés, secteurs dépendants de subventions, agents dont les fonctions support sont redéployées.
- **Risques:** conflit social sur les retraites, économies de santé non exécutées, sous-estimation des intérêts, collectivités contournant les plafonds, gouvernement renonçant après 2028.

Verdict scénario 1: atteignable, utile et compatible avec le maintien d'un Etat social, mais la dette reste trop élevée pour absorber sans dommage une nouvelle crise majeure.

7. Scénario 2 - Excédent annuel de +10 % du PIB

7.1 Confirmation de la cible

Le modèle produit bien **+10,0 % du PIB de solde en 2032**, soit **+345 Md€ sur la seule année 2032**. Il ne s'agit ni d'une amélioration cumulée ni d'un excédent primaire. Le solde primaire atteint +11,8 % du PIB avant intérêts.

L'ajustement est de **15,2 points de PIB**, environ **525 Md€** aux prix 2032. Aucune démocratie comparable ne peut raisonnablement promettre que cet effort serait sans récession, évitement fiscal, baisse de qualité des services et conflit distributif.

Composante 2032	Md€	Points de PIB 2032
Economies structurelles brutes	+330	+9,56
Recettes nettes	+235	+6,81
Effet macroéconomique net	-20	-0,58
Effet charge de dette	+15	+0,43
Nouveaux investissements	-35	-1,01
Total net	+525	+15,21

7.2 Trajectoire centrale 2027-2032

Indicateur	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PIB nominal, Md€	3 144	3 162	3 191	3 255	3 346	3 451
Croissance réelle, %	0,20	-0,80	-0,40	0,50	1,10	1,30
Inflation, %	1,7	1,4	1,3	1,5	1,7	1,8
Croissance nominale, %	1,90	0,59	0,89	2,01	2,82	3,12
Dépenses, Md€	1 760	1 723	1 691	1 644	1 613	1 587
Dépenses, % PIB	56,0	54,5	53,0	50,5	48,2	46,0
Recettes, Md€	1 682	1 723	1 771	1 823	1 881	1 932
Recettes, % PIB	53,5	54,5	55,5	56,0	56,2	56,0
Solde, Md€	-79	+0	+80	+179	+268	+345
Solde, % PIB	-2,50	+0,00	+2,50	+5,50	+8,00	+10,00
Solde primaire, % PIB	+0,00	+2,60	+5,10	+7,90	+10,10	+11,80
Intérêts, Md€	79	82	83	78	70	62
Dette, Md€	3 739	3 739	3 659	3 480	3 212	2 867
Dette, % PIB	118,9	118,2	114,7	106,9	96,0	83,1
Emploi total, millions	30,90	30,40	30,00	29,90	30,00	30,20
Investissement public, % PIB	4,25	4,15	4,00	3,85	3,80	3,80
Investissement public, Md€	134	131	128	125	127	131
R&D totale, % PIB	2,25	2,30	2,35	2,40	2,50	2,60
R&D totale, Md€	71	73	75	78	84	90

7.3 Variantes conjoncturelles

Variante	Croissance 2032	Solde 2032	Dette 2032	Chômage 2032	Lecture
Prudente	0,5 %	+8,7 %	89 %	11,8 %	Cible manquée sans hausse fiscale supplémentaire
Centrale	1,3 %	+10,0 %	83,1 %	10,8 %	Cible comptable atteinte
Favorable	1,8 %	+10,7 %	78 %	9,8 %	Sur-ajustement inutile

7.4 Chiffrage annuel des mesures extrêmes

Mesure / effet	Nature	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Retraites: âge 67 ans, désindexation large, convergence	Dépense	+8	+20	+35	+50	+64	+75
Santé: panier public recentré et restructuration accélérée	Dépense	+5	+13	+23	+33	+42	+50
Etat: réduction massive des structures et effectifs	Dépense	+8	+20	+34	+45	+54	+60
Collectivités: suppression d'un échelon et plafonds nominaux	Dépense	+5	+13	+24	+33	+40	+45
Protection sociale, logement, chômage	Dépense	+4	+10	+18	+25	+31	+35
Aides entreprises et subventions non stratégiques	Dépense	+5	+11	+18	+25	+31	+35
Achats, fraude, IA et fonctions support	Dépense	+2	+5	+8	+11	+13	+15
Autres dépenses et opérateurs	Dépense	+2	+5	+8	+10	+13	+15
Suppression extensive de niches fiscales	Recette	+8	+20	+34	+45	+54	+60
Hausse TVA avec compensation minimale	Recette	+5	+17	+30	+42	+50	+55
IR-CSG: assiette et taux	Recette	+6	+18	+32	+44	+54	+60
Foncier, carbone, successions et rentes	Recette	+4	+11	+20	+27	+32	+35
Conformité et recouvrement	Recette	+3	+8	+14	+19	+23	+25
Investissements protégés	Investissement	-7	-14	-20	-26	-31	-35
Effet macro-économique de l'hyper-consolidation	Macro	-8	-25	-40	-38	-28	-20
Allègement progressif de la charge d'intérêts	Dette	+0	+1	+3	+6	+10	+15

7.5 Plan d'action décision-exécution

Séquence	Action	Instrument	Responsable	Préalable / risque	Indicateur
100 jours	Loi-cadre d'urgence fixant +10 % en 2032 et plafonds nominaux	Loi organique	Premier ministre, Parlement	Majorité politique et contrôle constitutionnel	Solde structurel trimestriel
100 jours	Référendum ou accord politique sur âge 67 ans et nouvel index des pensions	Loi / négociation	Présidence, Travail	Mandat démocratique explicite	Age effectif; taux de pauvreté retraités
100 jours	Gel des créations de postes et départs non remplacés hors missions protégées	Décrets + LFI	Fonction publique	Cartographie des métiers critiques	ETP par mission et qualité de service
2027-2028	Hausse TVA, IR-CSG et suppression extensive des niches	LFI	Bercy, DGFIP	Compensation minimale ciblée	Rendement net, consommation, pauvreté

Séquence	Action	Instrument	Responsable	Préalable / risque	Indicateur
2027-2029	Réforme constitutionnelle territoriale et suppression d'un échelon	Constitution + lois	Parlement, collectivités	Transfert réel des personnels et actifs	Dépenses consolidées, doublons
2027-2030	Réduction du panier public de santé et prestations	LFSS	Santé, CNAM	Définition transparente du reste à charge	Renoncements aux soins, mortalité évitable
2028-2032	Cantonement des excédents sur compte de désendettement	LFI	AFT, Bercy	Interdiction d'utiliser la cagnotte	Dette rachetée et maturité
Clause d'arrêt	Suspendre l'ajustement si chômage >11 % ou PIB réel -2 % sous tendance	Clause légale	Parlement, HCFP	Indicateurs indépendants	PIB, chômage, défauts d'entreprises

Le scénario exige une légitimité politique exceptionnelle, des clauses sociales minimales et une clause d'arrêt macroéconomique. Sans cela, il présente un risque de non-exécution supérieur à 50 %. Les économies nominales supposent la réduction de centaines de milliers d'emplois publics ou parapublics sur six ans, la fermeture d'établissements, une baisse du panier de prestations et une hausse très forte de fiscalité. Les transferts vers les ménages ne sont pas comptés comme économies.

7.6 Gagnants, perdants et verdict

- **Gagnants:** créanciers publics, générations futures si le programme tient, détenteurs d'actifs sensibles aux taux, Etat retrouvant une forte capacité financière après 2032.
- **Perdants:** retraités, ménages consommateurs, agents publics, patients, allocataires, collectivités, entreprises dépendantes de la demande intérieure et des aides.
- **Risque central:** la contraction de la base fiscale oblige à durcir encore l'effort, produisant une boucle austérité-récession. L'estimation de -20 Md€ d'effet macroéconomique net est prudente; la perte pourrait être bien supérieure.

Verdict scénario 2: mathématiquement possible sur le papier, économiquement non souhaitable et socialement non soutenable à ce rythme. Un excédent maximal raisonnable est **+2 à +3 % du PIB**, temporairement, lorsque l'économie est proche du plein emploi.

Mesures irréversibles: fermeture d'organismes et suppression d'un échelon territorial après transfert des actifs. **Mesures réversibles ou interruptibles:** hausse temporaire de TVA, rythme de désindexation, gel des recrutements et prélèvement sur les hauts revenus. **100 premiers jours:** loi-cadre, mandat démocratique sur les retraites, gel ciblé des postes et projet fiscal. La clause d'arrêt protège contre une spirale récessive, sans effacer la nécessité d'un retour ultérieur à un excédent plus raisonnable.

8. Scénario 3 - Dette à 100 % du PIB fin 2032

8.1 Excédent minimal et mécanique de dette

Sous la séquence centrale, l'excédent 2032 minimal est **1,62 % du PIB**, soit environ **60 Md€**. Les déficits 2027-2029 ajoutent environ 232 Md€ de dette; les excédents 2030-2032 en retirent environ 168 Md€. La dette nominale augmente donc encore d'environ 65 Md€ entre fin 2026 et fin 2032, mais le PIB nominal passe de 3 085 à environ 3 725 Md€.

Décomposition du ratio, sans cession d'actifs:

- effet de la croissance réelle sur le dénominateur: environ **-8,9 points** de dette/PIB;
- effet des prix du PIB, approché par l'inflation retenue: environ **-11,4 points**;
- effet de la hausse nette de dette nominale liée aux soldes: environ **+1,7 point**;
- opérations patrimoniales: **0 point**;
- passage de 118,6 % à **100,0 %** après arrondis.

Composante 2032	Md€	Points de PIB 2032
Economies structurelles brutes	+205	+5,50
Recettes nettes	+65	+1,75
Effet macroéconomique net	+39	+1,05
Effet charge de dette	-10	-0,27
Nouveaux investissements	-45	-1,21
Total net	+254	+6,82

8.2 Trajectoire centrale 2027-2032

Indicateur	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PIB nominal, Md€	3 163	3 252	3 353	3 468	3 591	3 725
Croissance réelle, %	0,70	1,00	1,30	1,50	1,60	1,70
Inflation, %	1,8	1,8	1,8	1,9	1,9	2,0
Croissance nominale, %	2,51	2,82	3,12	3,43	3,53	3,73
Dépenses, Md€	1 790	1 805	1 821	1 824	1 838	1 925
Dépenses, % PIB	56,6	55,5	54,3	52,6	51,2	51,7
Recettes, Md€	1 670	1 727	1 787	1 852	1 917	1 985
Recettes, % PIB	52,8	53,1	53,3	53,4	53,4	53,3
Solde, Md€	-120	-78	-34	+28	+79	+60
Solde, % PIB	-3,80	-2,40	-1,00	+0,80	+2,20	+1,62
Solde primaire, % PIB	-1,30	+0,30	+1,80	+3,60	+4,90	+4,12
Intérêts, Md€	79	88	94	97	97	93
Dette, Md€	3 780	3 858	3 892	3 864	3 785	3 725
Dette, % PIB	119,5	118,7	116,1	111,4	105,4	100,0
Emploi total, millions	31,00	31,05	31,20	31,40	31,65	31,90
Investissement public, % PIB	4,40	4,45	4,55	4,60	4,60	4,60
Investissement public, Md€	139	145	153	160	165	171
R&D totale, % PIB	2,30	2,45	2,60	2,75	2,90	3,00
R&D totale, Md€	73	80	87	95	104	112

8.3 Variantes conjoncturelles

Variante	Croissance 2032	Solde 2032	Dette 2032	Chômage 2032	Lecture
Prudente	0,9 %	+0,7 %	104,8 %	8,2 %	Dette à 100 % non atteinte
Centrale	1,7 %	+1,62 %	100,0 %	6,9 %	Cible atteinte au dixième près
Favorable	2,1 %	+2,3 %	94,2 %	6,3 %	Cible dépassée

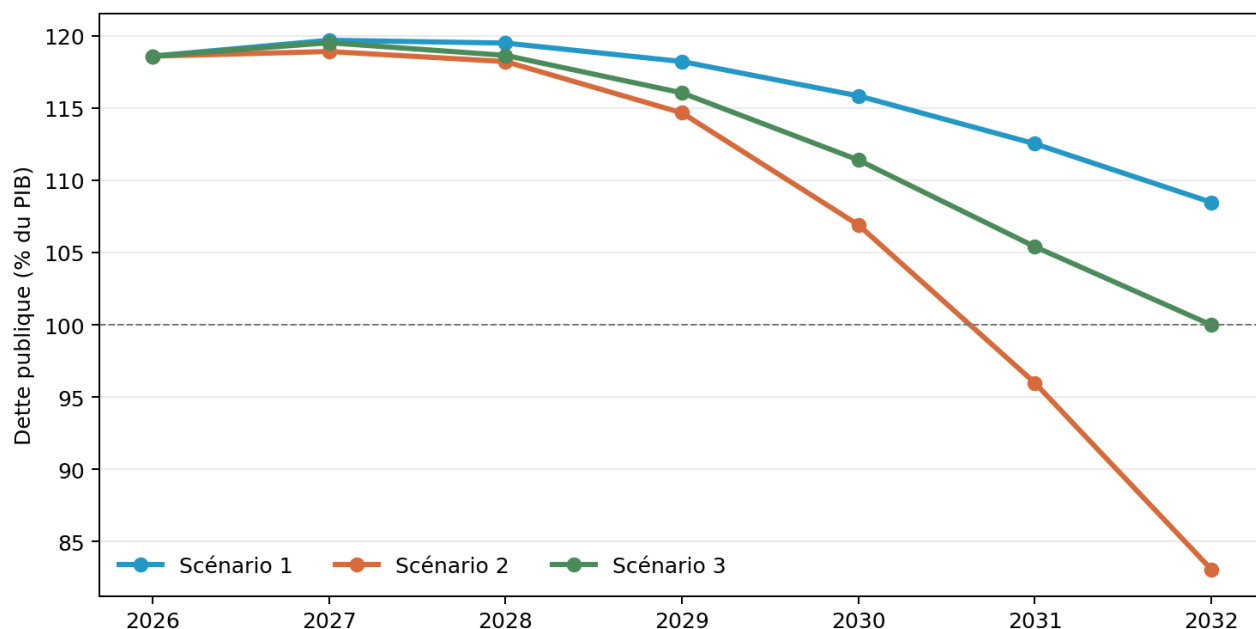


Figure 3: Trajectoires de dette

8.4 Chiffrage annuel des réformes

Mesure / effet	Nature	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Retraites: âge 66 ans, emploi seniors, indexation ciblée	Dépense	+5	+14	+25	+36	+44	+50
Santé: réorganisation, pertinence, achats et prévention	Dépense	+3	+8	+15	+23	+30	+35
Etat et fonction publique: réingénierie complète	Dépense	+3	+8	+15	+21	+26	+30
Collectivités: clarification des compétences et contrats	Dépense	+2	+6	+12	+18	+22	+25
Aides entreprises: recentrage stratégique	Dépense	+4	+9	+14	+19	+23	+25
Protection sociale, emploi et logement	Dépense	+2	+5	+9	+13	+16	+18
Achats, fraude, SI et IA	Dépense	+1	+3	+6	+8	+10	+12
Agences, patrimoine et autres dispositifs	Dépense	+2	+4	+6	+7	+9	+10
Niches fiscales après évaluation	Recette	+4	+10	+17	+23	+27	+30
Foncier, carbone et fiscalité environnementale	Recette	+2	+5	+8	+11	+13	+15
Conformité et recouvrement	Recette	+2	+4	+6	+8	+9	+10
Rentes et hauts patrimoines liquides	Recette	+1	+3	+5	+7	+9	+10
R&D, industrie, défense et infrastructures	Investissement	-10	-19	-28	-36	-41	-45
Effet macroéconomique net	Macro	+0	+4	+11	+21	+31	+39

Mesure / effet	Nature	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Charge d'intérêts: coût de transition	Dettes	+0	-2	-4	-6	-8	-10

8.5 Plan d'action décision-exécution

Séquence	Action	Instrument	Responsable	Préalable / risque	Indicateur
100 jours	LPFP avec cible de dette 100 % et corridor annuel de solde	LPFP + LFI	Premier ministre, Bercy	Scénario de PIB prudent	Dette et solde corrigés du cycle
100 jours	Réforme retraites: âge 66 ans en 2032, carrière longue, indexation progressive	Loi + négociation	Travail, caisses	Emploi seniors avant relèvement	Emploi 60-64 ans, pension médiane
100 jours	Registre consolidé des aides, niches et opérateurs, clause de cinq ans	LFI + décret	Bercy, HCSP, Cour	Identifiant unique bénéficiaire	Coût, bénéficiaires, résultats
2027-2028	Programme santé: ville-hôpital, pertinence et prévention mesurée	LFSS + conventions	Santé, CNAM, ARS	Païement au parcours et données de santé	Hospitalisations évitables
2027-2029	Agence temporaire de transformation administrative	Loi + décrets	PM, DINUM, DGAFP	Droit à la suppression de procédure	Heures administratives supprimées
2027-2030	Pacte territorial à compétences exclusives	Loi + contrats	Intérieur, collectivités	Fin des financements croisés	Nombre de cofinanceurs par projet
2027-2032	Fonds stratégique à jalons: IA, énergie, robotique, défense, biotech	LFI + UE	Industrie, Recherche, Défense	Co-investissement et achats publics	TRL, usines, exportations
2030-2032	Affectation automatique des excédents au remboursement de dette	LFI	AFT	Aucun actif stratégique cédé pour maquiller la dette	Dette nominale et intérêts évités

8.6 Gagnants, perdants, risques et verdict

- **Gagnants:** générations futures, investissement stratégique, entreprises industrielles et technologiques, services régaliens, actifs si le taux d'emploi progresse.
- **Perdants:** retraités aisés, bénéficiaires de niches, opérateurs et échelons administratifs fusionnés, entreprises vivant de soutiens non stratégiques.
- **Risques:** la cible dépend beaucoup du PIB nominal; une inflation plus faible ou une récession manque la cible même si l'effort structurel est réalisé. Une règle de solde structurel doit donc compléter la règle de dette.

Verdict scénario 3: atteignable dans le scénario central, mais plus fragile qu'un objectif de solde. Il ne faut pas vendre comme remboursement ce qui vient principalement de la croissance nominale. L'effort reste toutefois sain s'il protège R&D, énergie, défense et capital humain.

Mesures irréversibles: âge légal une fois appliqué, fusions d'opérateurs et fin des financements croisés après transfert des compétences. **Mesures réversibles ou interruptibles:** indexation différenciée, appels à projets à jalons et prélèvements temporaires. **100 premiers jours:** LPFP, loi retraites, registre consolidé et préparation des contrats santé et territoriaux.

9. Stress tests

Les impacts ci-dessous supposent l'absence de correction discrétionnaire. Ils sont des estimations centrales, non des prévisions.

Choc	Scénario 1 en 2032	Scénario 2 en 2032	Scénario 3 en 2032	Réponse recommandée
Récession: -1 pt de croissance pendant 2 ans	-1,1 %; dette 112-113 %	+8,9 %; dette 86-89 %	+0,6 %; dette 103-105 %	Laisser jouer les stabilisateurs en 1re année; correction de 0,2-0,4 pt/an ensuite

Choc	Scénario 1 en 2032	Scénario 2 en 2032	Scénario 3 en 2032	Réponse recommandée
Taux souverains +100 pdb durablement	-0,55 %; dette +1,5 pt	+9,45 %; dette +1 pt	+1,1 %; dette 101,5-102 %	Allonger maturité, sécuriser marge 0,6 pt, ne pas couper l'investissement
Crise énergétique pendant 2 ans	-0,7 %; dette +1-2 pt	+9,3 %; dette +1 pt	+0,9 %; dette +1,5-2 pt	Aides ciblées remboursables, sobriété, contrats énergie, accélération réseau
Crise géopolitique: défense +0,7 % PIB	-0,7 %; dette +3 pt	+9,3 %; dette +2 pt	+0,9 %; dette 102-103 %	Financement européen commun, redéploiement, contribution temporaire dédiée

Le test montre que le scénario 3 atteint exactement sa cible mais sans marge. La bonne architecture ajoute une réserve de 0,5 à 0,7 point de PIB et une clause permettant de décaler la date d'un an en cas de récession européenne reconnue, sans abandonner la cible structurelle.

10. Classement des réformes difficiles

Les notes d'impact sont positives: 10 signifie impact fort ou bénéfice social élevé. Pour la difficulté et le délai, 10 signifie très difficile ou très long. Le ratio synthétique est (impact budgétaire + croissance + social) / difficulté.

Réforme	Budget /10	Croissance /10	Social /10	Difficulté /10	Délai /10	Impact/difficulté
Emploi des seniors et retraites	9	7	5	9	8	1,78
Pertinence et organisation des soins	8	6	7	7	7	2,00
Revue aides/niches avec extinction	8	7	6	7	6	2,14
Clarification territoriale	7	6	6	9	9	1,44
Réingénierie Etat et fonctions support	7	6	6	7	7	1,86
Taux d'emploi: garde d'enfants, formation, immigration qualifiée	5	9	8	6	6	2,33
Logement, foncier et mobilité résidentielle	5	8	6	8	8	1,63
Energie, réseaux et industrie	3	9	8	6	8	2,00
R&D à 3 % du PIB avec jalons	2	9	8	5	8	2,20
IA et données dans l'administration	4	6	6	6	6	1,83

Le meilleur rapport impact/difficulté n'est pas la coupe budgétaire la plus visible. Le taux d'emploi, les aides/niches et la R&D évaluée dominent, car ils améliorent le dénominateur et la résilience. La réforme territoriale reste nécessaire mais lente et politiquement coûteuse.

11. Comparaison finale

Critère	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
Ajustement total 2026-2032	5,2 pts; 194 Md€ 2032	15,2 pts; 525 Md€ 2032	6,82 pts; 254 Md€ 2032
Economies brutes 2032	160 Md€	330 Md€	205 Md€
Recettes nettes 2032	33 Md€	235 Md€	65 Md€
Effet croissance mobilisé	+41 Md€	-20 Md€	+39 Md€
Investissements nouveaux	33 Md€	35 Md€	45 Md€
Solde 2032	0,0 %	+10,0 %	+1,62 %
Dette 2032	108,5 %	83,1 %	100,0 %
Niveau de vie	Baisse transitoire puis reprise	Forte baisse	Baisse modérée puis reprise
Emploi	+0,9 million environ vs 2026	-0,9 million	+0,8 million
Inégalités	Maîtrisables si ciblage	Hausse probable	Maîtrisables mais effort seniors/aisés
Services publics	Réorganisation sous contrainte	Dégradation forte probable	Réorganisation profonde, régaliens renforcés

Critère	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
Faisabilité administrative	Moyenne	Très faible	Faible à moyenne
Acceptabilité politique	Difficile	Très faible	Très difficile
Risque de récession	Moyen	Très élevé	Elevé en 2027-2029
Soutenabilité après 2032	Bonne si excédents ultérieurs	Excellente comptablement, mauvaise socialement	Bonne avec marge de sécurité

12. Réponses aux cinq questions

1. Le scénario 1 est-il atteignable? Oui, si les textes sont votés en 2027, si l'effort porte d'abord sur retraites, santé, aides, structures et taux d'emploi, et si 0,8 à 1 point de PIB d'investissement supplémentaire est réellement financé. Un simple gel des ministères échouerait.

2. Le scénario 2 est-il possible, souhaitable et soutenable? Possible en comptabilité; très improbable en exécution; non souhaitable en régime normal. Son coût social et macroéconomique détruirait une part du rendement. Excédent raisonnable: 2 à 3 % du PIB en haut de cycle, 1 à 2 % en moyenne jusqu'au retour sous 100 % de dette.

3. Le scénario 3 atteint-il 100 %? Oui dans le central, avec +1,62 % de solde en 2032. La baisse de ratio vient presque entièrement de la croissance réelle et des prix; la dette nominale augmente légèrement sur l'ensemble 2027-2032. Aucune cession d'actifs n'est comptée.

4. Quel prix? Scénario 1: effort distributif réel mais compatible avec la cohésion. Scénario 2: récession, chômage, baisse des prestations et conflit politique. Scénario 3: effort plus fort que le scénario 1, concentré sur 2027-2030, avec dépendance à la croissance nominale.

5. Quel choix? Combinaison 1 + 3: équilibre 2032, règle d'affectation des excédents à la dette, investissements stratégiques protégés et cible de dette à 100 % déplacée vers 2034-2036 si la conjoncture est prudente. C'est plus robuste qu'une date obtenue par compression excessive.

13. Audits comptables

Audit 1 - Scénario 1

$160 + 33 + 41 - 7 - 33 = 194$ Md€, soit 5,18 points du PIB 2032. Solde final: 0,0 %. Solde primaire 2032: +2,8 %; moins 2,8 % d'intérêts = 0,0 %. Dette: 3 660 Md€ fin 2026 + déficits cumulés 2027-2031 de 403 Md€ = 4 063 Md€; rapportée au PIB 2032 de 3 745 Md€, soit 108,5 %.

Audit 2 - Scénario 2

$330 + 235 - 20 + 15 - 35 = 525$ Md€, soit 15,21 points du PIB 2032. Solde primaire 2032: +11,8 %; moins 1,8 % d'intérêts = +10,0 %. Dette finale: environ 2 867 Md€, soit 83,1 % du PIB. La cible est atteinte comptablement, mais les hypothèses comportementales sont à la limite de la plausibilité.

Audit 3 - Scénario 3

$205 + 65 + 39 - 10 - 45 = 254$ Md€, soit 6,82 points du PIB 2032, cohérent avec le passage de -5,2 % à +1,62 %. Solde primaire 2032: +4,12 %; moins 2,5 % d'intérêts = +1,62 %. Dette finale: environ 3 725 Md€, soit 100,0 % du PIB après arrondis. Opérations patrimoniales: zéro.

Contrôle anti-double compte

- Les gains de fraude sont classés soit en recettes, soit en économies, jamais les deux.
- Les économies de personnel ne sont comptées qu'après départ, non-remplacement ou redéploiement supprimant une vacance.
- La croissance ne génère qu'un effet fiscal net; elle n'est pas recomptée dans chaque réforme.
- Les intérêts sont séparés du solde primaire.
- Les investissements R&D, défense et infrastructure sont retranchés des gains bruts.
- Les cessions d'actifs n'améliorent pas le solde et ne sont pas utilisées pour atteindre la cible de dette.

14. Sources principales

1. INSEE, comptes des administrations publiques 2025, 27 mars et 29 mai 2026
2. Banque de France, projections macroéconomiques, juin 2026
3. Commission européenne, prévisions de printemps 2026 pour la France
4. Cour des comptes, situation des finances publiques début 2026
5. Conseil de l'UE, procédure de déficit excessif visant la France
6. COR, rapport annuel sur les retraites, juin 2026
7. DREES, comptes de la santé 2024, édition 2025
8. DREES, protection sociale 2024, édition 2025
9. INSEE, marché du travail 2025
10. INSEE, durée du travail 2024
11. Douanes, commerce extérieur 2025
12. MESRE-SIES, dépense de R&D 2024, juillet 2026
13. OCDE, Main Science and Technology Indicators
14. Cour des comptes, dépenses fiscales 2025
15. Haut-commissariat à la Stratégie et au Plan, aides aux entreprises, avril 2026
16. Cour des comptes, stratégie nationale pour l'IA, novembre 2025

Note de lecture

Les données observées sont arrêtées à la date indiquée. Les prévisions 2026 divergent selon les institutions en raison des dates de coupure, des hypothèses énergétiques et des mesures budgétaires incorporées. Le rapport ne prétend pas remplacer un modèle macroéconométrique complet ni une certification du Haut Conseil des finances publiques. Il fournit un cadre réconcilié, transparent et falsifiable pour comparer les trois demandes avec les mêmes conventions.